

L'avenir de SFR s'assombrit

Face à une dette écrasante de 60 milliards d'euros, dont 24 milliards en France, Patrick Drahi et le groupe Altice envisagent sérieusement de vendre tout ou partie de SFR. Objectif : renflouer les caisses, au détriment des salariés et des usagers. Orange, Bouygues et Free surveillent de près.



Patrick Drahi, qui a trouvé un accord avec ses créanciers en février dernier, espérait récupérer de la vente de SFR 25 milliards d'euros, un montant jugé trop élevé pour l'instant par ses concurrents. Pour des raisons de droit de la concurrence, aucun opérateur ne pourrait, à lui seul, racheter SFR. Sous l'arbitrage de l'Arcep, un bras de fer s'est donc engagé pour récupérer les abonnés SFR et notamment ses 20 millions d'abonnés mobiles.

L'incertitude pour 20 millions de clients : hausse des tarifs ? Disparition d'offres ? Changement d'opérateur ?

Menace directe envers les salariés : En 7 ans, Drahi a déjà supprimé près de 7 000 postes. Que restera-t-il demain ?

La CGT, avec d'autres, dénonce cette logique purement financière. SFR n'est pas un bien à vendre au plus offrant. Ce sont des emplois, des compétences, un service public essentiel.

Nous n'acceptons pas que les actifs de SFR soient démantelés et revendus morceau par morceau aux plus offrants !

Ne laissons pas faire Drahi ! Exigeons de la transparence et la protection des salariés.

Exigeons un vrai débat sur l'avenir des Télécoms : faut-il poursuivre sur la voie de leur marchandisation au profit de quelques-uns, ou faut-il leur réappropriation publique au nom de l'intérêt général ?



Pour te syndiquer CGT